



INTERNATIONAL
PEACE
INSTITUTE

Hiérarchisation et ordonnancement des mandats de maintien de la paix : Le cas de la MONUSCO

DÉCEMBRE 2019



STIMSON

Le 21 novembre 2019, l'International Peace Institute (IPI), le Stimson Center et le Security Council Report ont organisé un atelier de réflexion sur le mandat et la stratégie politique de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Il s'agissait là du quatorzième atelier d'une série portant sur les moyens à mettre en œuvre pour mieux hiérarchiser, ordonnancer et ancrer dans une stratégie politique les activités prévues dans les mandats des opérations de paix. Le présent compte rendu de réunion a été corédigé par l'IPI, le Stimson Center et le Security Council Report. Il récapitule les principaux points soulevés au cours du débat selon la règle de non-attribution de la Chatham House et ne reflète pas nécessairement les points de vue de tous les participants. Ce projet est financé avec le soutien du Gouvernement allemand

Introduction

En décembre 2019 on s'attend à ce que le Conseil de sécurité de l'ONU renouvelle le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). C'est dans ce contexte que l'International Peace Institute (IPI), le Stimson Center et le Security Council Report ont organisé, le 21 novembre 2019, un atelier pour examiner le mandat et la stratégie politique de la MONUSCO.

Cet atelier visait à donner aux États Membres, à des fonctionnaires de l'ONU et à des experts de l'extérieur la possibilité de parvenir à une compréhension partagée et d'établir une évaluation stratégique commune de la situation en République démocratique du Congo (RDC). Les échanges de vues qui ont eu lieu à cette occasion ont visé à aider le Conseil de sécurité à prendre des décisions éclairées quant à l'orientation stratégique, à la définition des priorités et à l'ordonnancement du mandat de la MONUSCO et de ses opérations sur le terrain.

La première séance de l'atelier a porté principalement sur la dynamique actuelle sur les plans de la politique et de la sécurité en RDC, notamment en ce qui concerne les facteurs de conflit aux niveaux local, provincial, national et régional, les incidences de la transition politique qui se poursuit dans le pays, et les initiatives diplomatiques prises récemment aux niveaux régional et international. Au cours de la deuxième séance, les participants se sont entretenus des moyens à mettre en œuvre pour adapter le mandat de la MONUSCO de manière à renforcer son action et pour aider l'ONU à atteindre ses objectifs au cours de l'année à venir.

Analyse du conflit

Au cours de l'année écoulée, on a assisté à une réduction de l'insécurité dans certaines zones de la RDC, et des progrès notables ont été accomplis dans le domaine de la gouvernance et des relations régionales depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau Gouvernement congolais. Il reste toutefois encore à remédier à de nombreuses causes profondes de la violence, et les possibilités de les éradiquer dépendent de la poursuite d'un fragile processus de transition politique.

SITUATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Bien que la violence dans l'ensemble du pays ait diminué tant du point de vue de son ampleur que de son intensité au cours des dernières années, des niveaux élevés d'insécurité et de criminalité persistent dans différentes régions

de la RDC. Dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, des affrontements ouverts ont lieu entre les forces gouvernementales et un vaste éventail de groupes armés non étatiques. Certains des 130 groupes armés (nombre estimatif) opérant dans le pays entretiennent des relations étroites avec les collectivités locales en raison des liens économiques, socioculturels et politiques qui les y rattachent; d'autres sont perçus comme des acteurs illégitimes qui sont principalement motivés par leurs propres intérêts politiques ou économiques¹. La poursuite des affrontements entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les groupes armés pose de graves menaces à la sécurité physique et aux droits des civils, à l'instauration d'une paix durable et à la cohésion politique nationale et régionale.

Tandis que les FARDC exécutent des opérations directes contre certains groupes armés avec le soutien de la brigade d'intervention de la force de la MONUSCO, le gouvernement national et la mission continuent d'avoir des difficultés à créer et maintenir un environnement protecteur partout dans ces provinces. En particulier, les problèmes logistiques, l'insuffisance des capacités nécessaires pour faire face à des menaces asymétriques, le comportement prédateur de certains services de sécurité de l'État, et les liens politiques et économiques existant entre des fonctionnaires publics et des groupes armés empêchent les acteurs légitimes de réaliser ces objectifs.

Les provinces du Kasai, du Kasai-Central, du Kasai-Oriental et du Tanganyika font face à une dynamique de conflit différente. Bien que les affrontements directs avec des groupes armés aient fortement diminué, des milices et des organisations criminelles continuent d'appliquer des pratiques extorsionnistes à l'égard des collectivités locales, notamment en exploitant les ressources naturelles. Des actes de violence intercommunautaire continuent d'être fréquemment commis dans ces provinces, et ils ont contribué à provoquer des déplacements de masse et à faire des victimes parmi les civils. Les problèmes humanitaires sont toujours aigus, et une grande partie de la population vit dans la pauvreté sans avoir accès aux services publics.

ÉTAT DES CAUSES PROFONDES ET DES FACTEURS DE VIOLENCE

Des facteurs de violence persistants continuent d'alimenter l'insécurité dans un certain nombre de provinces. La faiblesse des institutions gouvernementales, voire leur absence, en particulier aux niveaux provincial et communautaire, perpétue des conditions dans lesquelles les besoins fondamentaux des citoyens ne sont pas satisfaits, et les droits civils ne sont pas respectés. Ces problèmes entretiennent des cycles de criminalité, ce qui amène les populations, dans certains cas, à accorder à contrecœur leur confiance à des groupes armés non étatiques en considérant qu'ils assurent de facto leur sécurité et le soutien administratif dont elles ont besoin.

Les différends survenant au sein des communautés et entre elles quant à l'accès aux terres et à leur utilisation contribuent également à une augmentation de la violence au niveau local, en particulier dans les zones où des civils déplacés ou des réfugiés reviennent s'établir après de nombreuses années d'absence. En outre, tant les groupes armés non étatiques que les services de sécurité étatiques exploitent illicitement des ressources naturelles dans le cadre d'une économie politique qui favorise les violations des droits de l'homme et une criminalité persistante.

Les acteurs nationaux et régionaux entretiennent souvent des liens politiques et économiques complexes avec les auteurs de ces actes de violence de proximité. Par exemple, les groupes armés transnationaux opérant à l'intérieur de la RDC comprennent souvent des milices locales dans leurs réseaux clientélistes. En outre, certaines élites politiques des diverses régions du pays continuent d'avoir recours à des arguments fondés sur l'identité pour fomenter des actes de violence localisés afin de promouvoir leurs propres intérêts. Ces problèmes sont encore aggravés par les conflits qui ont éclaté entre des pays voisins et se sont propagés dans la partie orientale de la RDC, où les élites nationales et régionales exploitent les tensions politiques ainsi créées pour venir en aide à des groupes armés rivaux.

Néanmoins, cette dynamique offre également

¹ Conseil de sécurité de l'ONU, *Assurer la transition de la stabilisation à la paix : examen stratégique indépendant de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, document des Nations Unies S/2019/842, 16 octobre 2019, par. 21.

une chance de faire aboutir les efforts déployés récemment pour promouvoir la cohésion intercommunautaire. Les efforts qui ont permis d'instaurer la paix ont souvent consisté à établir une coopération étroite entre les communautés locales et des fonctionnaires au service d'un gouvernement national ou infranational qui s'efforcent de créer des relations avec les communautés qu'ils représentent. Les efforts de réconciliation entrepris suite à des initiatives locales, au nombre desquels figurent les ateliers de consolidation de la paix et les exercices visant à assurer l'instauration d'un climat de confiance, se sont révélés partiellement efficaces en tant que moyens de créer des poches de paix au niveau local, notamment dans les régions éloignées de la région des Kasai et dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

DYNAMIQUE POLITIQUE ET TRANSITION DE GOUVERNANCE

La RDC a assisté à d'importants changements de cap dans son paysage politique après une transition de gouvernance pacifique et le transfert du pouvoir exécutif à un candidat de l'opposition. Félix Tshisekedi a été proclamé président en janvier 2019, et un nouveau gouvernement de coalition a été mis en place en septembre 2019². Il est encourageant de voir que des efforts semblent être entrepris dès le départ, au sein de la coalition au pouvoir, pour poursuivre la mise en œuvre des réformes politiques proposées en vue de restructurer les organismes chargés d'assurer la sécurité, de combattre la corruption et d'améliorer la transparence et l'efficacité des mécanismes de responsabilisation existants.

Certains participants ont également mis l'accent sur le fait qu'un nouvel espace politique s'est dégagé pour permettre aux partis d'opposition et aux organisations de la société civile de fonctionner en empruntant des voies démocratiques. Par exemple, les hauts dirigeants de l'opposition qui avaient vécu en exil jusqu'à une date récente sont rentrés en RDC, et certains partis consacrent tout leur capital politique à la formation de vastes circonscriptions électorales en prévision des élections qui devraient avoir lieu en 2023.

Dans ce contexte, le public espère ardemment que le nouveau gouvernement tiendra ses promesses, notamment celles qui concernent les réformes de la gouvernance au niveau infranational. Un participant a recommandé de mesurer les progrès réalisés par le gouvernement pour surmonter les principaux défis auxquels il fait face en utilisant les indicateurs suivants : une stratégie clairement définie pour la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et les moyens à mettre en œuvre pour triompher des groupes armés, un budget viable pour renforcer la capacité de l'État, et l'application de réformes politiques aux niveaux national et de l'État.

Toutefois, d'importants problèmes attendent encore d'être résolus. La coalition au pouvoir repose sur une alliance fragile qu'il a fallu neuf mois pour former. L'impression, largement répandue parmi le public, selon laquelle l'ancien président Joseph Kabila continue d'exercer une forte influence à tous les niveaux de la coalition, outre le fait que son parti contrôle le Parlement national, pourrait limiter l'aptitude du Président Tshisekedi à mettre en œuvre son programme politique. Certains participants ont également fait valoir que les niveaux de violence politique pouvaient augmenter si les réformes de la gouvernance étaient dans l'impasse ou si la coalition s'effondrait. Dans le même ordre d'idées, une aggravation des tensions politiques pourrait limiter la capacité des autorités nationales et de l'ONU de remédier systématiquement aux facteurs structurels de violence dans le pays.

DYNAMIQUE RÉGIONALE ET INITIATIVES MULTILATÉRALES

La dynamique régionale et internationale est également importante pour le maintien de la trajectoire politique et en matière de sécurité suivie par la RDC et, par extension, pour l'avenir de la MONUSCO. La dynamique de voisinage a toujours été un aspect essentiel à prendre en compte par quiconque souhaite comprendre l'évolution de la situation en matière de sécurité dans le pays, en particulier dans ses provinces de l'est. Le Président Tshisekedi a cherché à améliorer les relations diplomatiques au cours des derniers mois,

² La coalition est un partenariat entre le parti du Président Tshisekedi, le Cap pour le changement (CACH), et le parti de l'ancien président, Joseph Kabila, le Front commun pour le Congo (FCC).

notamment au niveau des chefs d'État, ainsi qu'en témoignent les démarches concertées entreprises pour établir des contacts avec l'Angola, l'Ouganda et le Rwanda. Des signes d'amélioration des relations entre l'Ouganda et le Rwanda ont été observés, bien que les relations entre le Rwanda et le Burundi restent tendues, et le risque de troubles internes susceptibles d'éclater au Burundi à l'approche des élections de 2020 augmente³.

Au niveau multilatéral, la RDC est membre de nombreuses organisations sous-régionales, au nombre desquelles la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA). Ces organisations sont nécessaires pour promouvoir l'intégration régionale et aider les pays à faire face à des menaces transnationales persistantes. L'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, conclu en 2013 et soutenu par l'envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs, continue d'être un outil utile pour coordonner les initiatives politiques visant à éliminer les facteurs structurels de conflit dans la région. Des possibilités d'améliorer la situation existent toujours, compte tenu en particulier du faible degré de priorité accordé à la protection des civils par l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, des préoccupations croissantes ressenties par les citoyens congolais au sujet de la présence potentielle de troupes étrangères à l'intérieur des frontières du pays, et des liens transnationaux qui continuent d'exister entre les gouvernements régionaux et les groupes armés opérant en RDC.

Le Président Tshisekedi a également accordé la priorité aux initiatives diplomatiques entreprises avec des partenaires internationaux pour tenter de les inciter à faire preuve de bonne volonté sur le plan politique et de mobiliser le soutien des donateurs. Par exemple, la décision du Fonds monétaire international de réactiver son programme de prêts à la RDC devrait contribuer à financer les initiatives de stabilisation et faciliter la

fourniture de services⁴. Toutefois, l'intensification des relations diplomatiques est également étroitement liée à la transition politique du pays. Par exemple, l'octroi de cette assistance financière a été retardé depuis plusieurs mois en raison de l'incapacité de la coalition au pouvoir à se mettre d'accord sur un budget.

Hiérarchisation et ordonnancement du mandat de la MONUSCO

Les participants ont été unanimes à reconnaître que les priorités stratégiques de la MONUSCO, exposées dans la résolution 2463 (2019) du Conseil de sécurité, continuent d'être pertinentes pour orienter le prochain mandat de la mission. Des ouvertures progressives de l'espace politique du pays et une réduction, faible mais sensible, de la violence offrent au Conseil de nouvelles occasions de déterminer les moyens à adopter pour reconfigurer la mission et lui permettre ainsi d'entreprendre des activités de stabilisation et de commencer à préparer le retrait auquel elle devra tôt ou tard procéder, de même que la phase de transition à prévoir. Les participants ont toutefois estimé qu'il serait inopportun d'apporter des changements importants au mandat de la mission à ce stade, en faisant valoir que tout changement envisagé ne devait pas avoir pour effet de limiter les efforts qu'elle continue d'accomplir pour soutenir les acteurs nationaux à un moment où ils s'emploient à surmonter les problèmes politiques, humanitaires et de sécurité auxquels ils sont confrontés.

Au lieu de cela, ils ont mis l'accent sur les occasions dont le Conseil de sécurité devrait profiter pour procéder à une mise à jour du mandat de la MONUSCO afin de lui permettre de soutenir plus activement la transition politique que connaît actuellement le pays, ainsi que son action au niveau régional, de poursuivre des efforts de stabilisation fondés sur une approche globale vis-à-vis de la protection des civils, et de commencer à collaborer avec toute une série d'acteurs nationaux et de

³ Conseil de sécurité de l'ONU, *Assurer la transition de la stabilisation à la paix : examen stratégique indépendant de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, document des Nations Unies S/2019/842, 16 octobre 2019, par. 29 et 30.

⁴ Michael Kavanagh, « IMF Eyeing \$370 Million Rapid Credit Facility for Congo », *Bloomberg*, 9 novembre 2019, disponible à l'adresse <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-11-09/imf-eyeing-370-million-rapid-credit-facility-for-congo>.

partenaires internationaux pour poser les bases du processus de transition qu'elle entreprendra tôt ou tard.

RECONFIGURATION DES TÂCHES AXÉES SUR LA STABILISATION

Compte tenu de l'évolution de la dynamique des conflits et du nouvel agencement politique instauré dans le pays, les participants ont encouragé le Conseil de sécurité à maintenir son attention sur la protection des civils tout en ajustant le mandat de la mission de manière à faire en sorte que la présence et les activités de la MONUSCO reflètent la dynamique des conflits sur le terrain.

Les participants ont procédé à un échange de vues sur les possibilités de reconfigurer le dispositif de la force de la MONUSCO compte tenu de la tendance croissante à la sous-régionalisation de la dynamique des conflits en RDC. Cela pourrait nécessiter une consolidation des opérations militaires dans certaines régions et un recours accru à des moyens non militaires pour consolider les acquis obtenus dans d'autres secteurs d'action. Certains participants ont reconnu la nécessité de maintenir le dispositif de la force de la MONUSCO dans les zones du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri où des combats continuent d'avoir lieu. Selon eux, les opérations en cours devraient surtout servir à exercer des pressions sur les groupes armés non étatiques pour les amener à engager un dialogue politique. Ils ont également reconnu que le maintien des opérations et l'établissement d'un dialogue politique ne suffisent pas, à eux seuls, pour promouvoir une paix durable, et ils ont encouragé la mission à élargir la portée des programmes de stabilisation complémentaires liés à la justice, à l'administration pénitentiaire, à l'enregistrement des armes et à la réduction de la violence au sein de la collectivité.

Dans les zones où ont lieu des conflits de faible intensité, telles que les provinces du Kasai, du Kasai-Central, du Kasai-Oriental et du Tanganyika, les participants ont reconnu que la MONUSCO devait s'intéresser davantage aux activités relatives à l'état de droit. Cette approche pouvait aussi englober la poursuite des efforts consacrés à la réinstallation des populations déplacées et à la démobilisation des milices communautaires. À cette fin, il faudrait également renforcer fortement la présence policière et augmenter la capacité des

civils à maintenir leur attention sur l'état de droit et sur la relation entre action humanitaire et développement. Certains participants se sont toutefois déclarés en désaccord avec l'approche consistant à démilitariser complètement la présence de la MONUSCO dans ces zones et ont, à cet égard, fait valoir la nécessité d'intervenir par des moyens militaires pour lutter contre les menaces posées par les organisations criminelles ou les milices communautaires.

Les participants ont indiqué qu'outre la nécessité de procéder à cette reconfiguration géographique, il importait de mettre davantage l'accent sur la mobilisation politique et les activités de programme qui constituent le complément des opérations militaires de la MONUSCO. En premier lieu, ils ont fait valoir que la mission devrait continuer à concentrer ses efforts, dans une perspective à long terme, sur le renforcement et la professionnalisation des forces de sécurité nationale afin de préparer les autorités nationales à assumer de nouveau pleinement la responsabilité d'assurer la sécurité dans l'ensemble du pays. Dans le cadre des activités à entreprendre à cette fin, la mission devrait également poursuivre les efforts qu'elle consacre à la réforme du secteur de la sécurité, ce qui représente déjà une tâche imposante, afin de réduire les lacunes du secteur de la sécurité susceptibles d'encourager des comportements prédateurs à l'égard des civils. En second lieu, la mission devrait poursuivre ses efforts de stabilisation à la fois par le biais d'une mobilisation politique et d'activités de programme, notamment en démobilisant les groupes armés et en soutenant les initiatives de médiation menées au niveau communautaire. Pour accomplir des progrès plus importants dans ces domaines, les autorités congolaises, avec l'appui de la MONUSCO, devront encourager les collectivités à accorder leur soutien et promouvoir la réconciliation intercommunautaire et la justice transitionnelle.

Les participants ont également échangé des vues sur l'avenir de la brigade d'intervention de la force. Bien qu'elle ait réussi à neutraliser le groupe M23 dans l'est de la RDC en 2013, elle a dû récemment faire face à des problèmes dans l'exécution de son mandat. Certains participants ont demandé de mettre davantage l'accent sur les moyens non militaires et ont exprimé des doutes quant à l'opportunité de maintenir cette brigade en place à

l'avenir; d'autres ont lancé un appel pour que soient augmentés le financement et le soutien logistique qui lui sont accordés, afin de lui permettre de neutraliser plus efficacement les groupes armés. Les participants ont encouragé le Conseil de sécurité à profiter du prochain mandat pour mieux aligner cette brigade sur les approches globales mises en œuvre par la mission aux fins de la mobilisation politique et de la stabilisation.

SOUTIEN AU PROCESSUS POLITIQUE

Les participants ont constaté avec satisfaction que le mandat continue d'accorder la priorité au soutien aux processus politiques nationaux. Compte tenu de l'avantage comparatif dont jouit la MONUSCO dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour contribuer à créer des conditions propices à un dialogue politique, les participants l'ont également exhortée à poursuivre son action dans ce domaine aux niveaux infranational, national et régional.

Certains ont recommandé que la mission continue d'offrir ses bons offices afin d'aider à préserver l'espace politique propice à la poursuite d'un dialogue entre les parties au sein de la coalition au pouvoir, ainsi qu'entre cette dernière et les partis d'opposition. Des efforts supplémentaires, à accomplir par la mission pour continuer de promouvoir un espace politique national ouvert, en particulier pour les forces d'opposition, les organisations de la société civile et les collectivités sous-représentées, ont été jugés nécessaires pour aider le pays à consolider les acquis obtenus pendant la phase de transition politique. Certains participants ont encouragé la mission à continuer de soutenir les autorités infranationales en menant des campagnes de sensibilisation et en instaurant des comités de conciliation locaux pour fournir des services de médiation et d'arbitrage. Afin d'atténuer les problèmes attribuables à l'insuffisance des moyens dont dispose l'État au niveau local, les participants ont demandé que la MONUSCO continue de soutenir et de conseiller les institutions politiques infranationales.

Les participants ont également exhorté les responsables de la MONUSCO à continuer de prendre en compte une perspective régionale dans le cadre de l'action politique et en matière de sécurité qu'elle poursuit dans l'ensemble du pays. Ils se sont prononcés en faveur de l'établissement

d'une collaboration suivie avec l'envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, ainsi qu'avec les organisations régionales et sous-régionales, en vue de l'élaboration d'une stratégie politique conçue pour prendre en compte les liens entre les milices locales et les groupes armés transnationaux. Un participant a appelé l'attention sur les nouveaux rapports de coordination qui s'établissent entre la RDC et ses voisins dans le cadre de la lutte contre les menaces à la sécurité régionale, et a demandé si la mission pouvait aider le gouvernement à intégrer la protection des civils à ces efforts.

PRÉPARATION DE LA TRANSITION QUI AURA LIEU À TERME

Les participants se sont accordés pour estimer que l'ONU devrait commencer à préparer le retrait de la MONUSCO et la transition qui finiront par avoir lieu. Les conclusions de l'examen stratégique indépendant de la mission, présentées au Conseil de sécurité en octobre 2019, ont aidé à cadrer les échanges de vues qui ont porté sur les concepts de l'appartenance nationale, de la viabilité et de la prépondérance des politiques.

Ils ont été unanimes à considérer qu'un retrait et un départ immédiats seraient prématurés. Au lieu de cela, ils ont prôné une approche qui reconnaisse que les transitions sont essentiellement des exercices politiques, qui soit liée à un environnement politique national stable et cohérent, et qui offre une marge de manœuvre suffisante pour permettre aux acteurs nationaux et à l'ONU d'élaborer une feuille de route à long terme pour la reconfiguration qu'elle entreprendra. Dans le même ordre d'idées, ils ont reconnu l'importance de la contribution active du Gouvernement congolais aux débats portant sur ces questions; à cet égard, ils ont pris bonne note de l'engagement pris par le gouvernement d'adresser au Conseil de sécurité une réponse officielle en ce qui concerne l'examen stratégique indépendant.

Les participants ont échangé des vues sur les mécanismes susceptibles d'aider le Conseil de sécurité à orienter le processus de transition qui sera suivi par la mission. Par exemple, certains ont proposé d'adopter des critères clairs et réalistes pour la mission, ce qui aiderait le Conseil à mieux comprendre si la MONUSCO et le Gouvernement congolais sont en train d'accomplir des progrès sur

la voie de la réalisation de toute une série de priorités. Bien que certains aient fait valoir que de tels critères permettraient de définir clairement la collaboration à établir avec les parties prenantes et de mesurer les acquis obtenus sur le plan stratégique (en particulier en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité et les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration), d'autres ont estimé qu'il était encore trop tôt pour déterminer ces critères. Ils ont lancé un appel pour que se poursuivent les consultations informelles menées entre le Gouvernement congolais et l'ONU afin d'en savoir plus sur ce qu'il convient de faire vu la fluidité de l'environnement politique existant.

Les participants ont défini plusieurs moyens que le Conseil de sécurité pourrait mettre en œuvre pour aider la MONUSCO à renforcer l'action des partenaires qui prendront la relève en assumant ses responsabilités après la transition, au nombre desquels figurent le gouvernement national et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies exerçant leurs activités en RDC. Ils ont également défini plusieurs moyens que le Conseil pourrait utiliser pour encourager la mission à collaborer plus étroitement avec des partenaires tels que le gouvernement national, les organismes des Nations Unies et la société civile en vue du transfert des responsabilités qu'elle continuerait d'assumer. Les participants ont instamment prié le Conseil, compte tenu des informations fournies par la mission, d'examiner les moyens de favoriser la prise en main par le Gouvernement congolais de tâches actuellement confiées à la mission, en particulier en ce qui concerne la protection des civils et la réforme du secteur de la sécurité.

En outre, les participants ont encouragé le Conseil de sécurité à exiger que les tâches à exécuter soient clairement réparties entre la mission, l'équipe de pays de l'ONU en RDC, les autorités nationales et les partenaires internationaux. Certains ont encouragé l'équipe de pays à jouer davantage un rôle de chef de file dans les activités liées à la stabilisation pour permettre à la MONUSCO de mieux se concentrer sur ces priorités au cours des années à venir. Par exemple, un participant a appelé l'attention sur les activités poursuivies par la mission à l'heure actuelle dans le domaine de la gestion des ressources naturelles : bien que cela ait un effet tangible sur la dynamique

des conflits, force est de reconnaître que les organismes des Nations Unies seraient mieux placés que la mission pour s'occuper de cette question.

Enfin, certains participants ont proposé que le Conseil de sécurité réévalue le rôle que joue la MONUSCO en fournissant un soutien logistique aux acteurs humanitaires. Il est régulièrement fait appel à la mission pour qu'elle déploie ses moyens aériens afin de fournir un appui à des pourvoyeurs d'aide humanitaire dans des zones éloignées du pays. Un participant n'a cependant pas manqué de signaler qu'une telle pratique est coûteuse et peu viable, outre le fait qu'elle ne relève pas du mandat de la MONUSCO. Les participants ont lancé un appel en faveur d'un renforcement de la collaboration avec les organismes des Nations Unies et d'autres acteurs afin d'assurer la viabilité de l'approche adoptée en matière d'aide humanitaire et d'inciter les parties intéressées à avoir des attentes réalistes au sujet du type de soutien que la mission est en mesure de fournir. Si de tels aspects ne peuvent pas être définis avec toute la clarté voulue, la mission risque, sans le vouloir, de créer un vide dans le secteur de l'aide humanitaire et de susciter du mécontentement de la part du public.

Conclusion

La dynamique sur les plans de la politique et de la sécurité en RDC a continué de s'améliorer au cours de l'année écoulée suite à la transition politique qui continue de s'accomplir, au rapprochement régional et à la réduction de l'ampleur et de l'intensité des conflits qui y sévissent. Toutefois, la fragilité sous-jacente du processus politique, ainsi que les conflits persistants de faible ou forte intensité qui se poursuivent dans certaines régions, continuent d'être une source de problèmes. Un système efficace de gouvernance de l'État fait défaut dans une grande partie du pays, l'insécurité et la médiocrité des infrastructures entravent l'accès des acteurs humanitaires, et les civils doivent faire face à des menaces omniprésentes de la part de groupes armés et des FARDC.

Dans ce contexte, le mandat actuel de la MONUSCO reste hautement pertinent. Les participants à l'atelier ont encouragé le Conseil de sécurité à maintenir le mandat de la mission consistant à suivre l'évolution de la situation

politique et à assurer la protection des civils. Ils n'ont cependant pas manqué d'appeler également l'attention sur les occasions d'améliorer les modes d'exécution des tâches en cours, au nombre desquelles le placement en contexte des efforts de stabilisation, le renforcement de la présence policière, et la promotion d'une présence élargie de l'État sans pour autant porter atteinte aux garanties applicables à la sécurité et aux droits des civils.

Enfin, ils ont lancé un appel au Conseil de sécurité pour qu'il adopte une approche prudente vis-à-vis des préparatifs à entreprendre en vue de la transition en exigeant que les tâches à accomplir soient clairement réparties entre la MONUSCO, le gouvernement et d'autres acteurs, et pour qu'il évalue les outils à utiliser pour mesurer les progrès accomplis dans la valorisation des acquis obtenus jusqu'à présent.

L'**INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE** (IPI) est un groupe de réflexion international et indépendant à but non lucratif qui se consacre à la gestion des risques et au renforcement des capacités d'endurance et de rebond des collectivités humaines en vue de promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable. Pour remplir sa vocation, l'IPI conjugue recherche sur les politiques, analyse stratégique, publication de travaux et organisation de réunions. Réunissant une équipe pluridisciplinaire venue de plus de 20 pays, l'IPI a des bureaux en face du siège des Nations Unies à New York ainsi qu'à Vienne (Autriche) et à Manama (Bahreïn).

Le **STIMSON CENTER** est un centre de recherche sur les politiques libre de toute obédience et œuvrant à la résolution des grandes menaces qui pèsent sur la sécurité et la prospérité du monde. Son programme de protection des civils dans les conflits s'assure le concours des décideurs, des praticiens et des collectivités sur le terrain afin de cerner les vides sécuritaires et de mettre au point des stratégies adaptées aux circonstances pour protéger les populations des sociétés déchirées par la guerre.

Le **SECURITY COUNCIL REPORT** a pour mission de promouvoir la transparence et l'efficacité de l'action du Conseil de sécurité des Nations Unies. À cette fin : il diffuse des documents d'information objectifs et de haute tenue sur les activités en cours du Conseil et de ses organes subsidiaires ; il réunit les parties prenantes pour approfondir l'analyse des questions dont le Conseil est saisi, ainsi que de ses méthodes de travail et de son fonctionnement ; il encourage la coopération du Conseil avec tous les États membres et avec la société civile ; et il développe la capacité des nouveaux participants à suivre les pratiques et procédures du Conseil à travers des programmes de formation et d'assistance. Indépendant et impartial, le SCR prône la transparence, mais sans prendre position sur les questions dont le Conseil est saisi.



777 United Nations Plaza, New York, NY 10017-3521, USA

TEL +1-212-687-4300 FAX +1-212-983-8246

Freyung 3, 1010 Vienna, Austria

TEL +43-1-533-8881 FAX +43-1-533-8881-11

52-52 Harbour House, Bahrain Financial Harbour

P.O. Box 1467, Manama, Bahrain

www.ipinst.org